

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE DE TRAVAUX

ACCORD - CADRE

Article L.2123-1, R.2123-1, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14

du Code de la commande publique

CONTRAT ET CAHIER DES CHARGES

Pouvoir adjudicateur

COMMUNE DE REVEL

Objet du marché

Accord cadre mono attributaire à bons de commandes – Voirie et Réseaux divers

Représentant le pouvoir adjudicateur

Madame Le Maire de REVEL

Remise des offres

Date limite de réception : Lundi 3 mars 2025 à 15h00

Table des matières

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (s).....	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE.....	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Décomposition en tranches et en lots.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES.....	4
3.1 Pièces particulières.....	4
3.2 Pièces générales.....	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	4
4.1 Maître d’œuvre	4
4.2 Spécifications techniques.....	4
ARTICLE 5 – PRIX.....	5
5.1 Montant du marché.....	5
5.2 Variation des prix.....	5
5.3 Contenu des prix.....	6
ARTICLE 6 – DUREE ET DELAI :.....	6
6.1 Durée de validité du marché.....	6
6.2 Délai d'exécution des bons de commande.....	7
ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT.....	7
7.1 Avance.....	7
7.2 Acomptes et solde.....	7
7.3 Pénalités.....	8
ARTICLE 8 – GARANTIE	8
8.1 Délai de garantie.....	8
8.2 Retenue de garantie.....	8
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE	9
9.1 Désignation de sous-traitants	9
9.2 Modalités de paiement direct du sous-traitant.....	9
ARTICLE 10 – ASSURANCES	9
ARTICLE 11 – INTEMPERIES	10
ARTICLE 12 – LITIGES	10
ARTICLE 13 – DECISION DE POURSUIVRE	10
ARTICLE 14 – RECEPTION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE	11

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (s)

Je soussigné...(nous, soussignés...)

Nom et prénom :		
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :		
Domicilié à :		
(Tél.)		
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)		
Au capital de :		
Ayant son siège à :		
(Tél.)		
N - d'identité d'établissement (SIRET) :		
N - d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :		

ET

Nom et prénom :		
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :		
Domicilié à :		
(Tél.)		
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)		
Au capital de :		
Ayant son siège à :		
(Tél.)		
N - d'identité d'établissement (SIRET) :		
N - d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :		

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché, **m'engage (nous nous) engageons** sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies :

De l'ensemble du marché

L'offre ainsi présentée ne me lie (nous lie) toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le présent document.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché concerne :

**Un accord cadre à bons de commande de travaux – voiries et réseaux divers
L'attributaire sera unique**

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas décomposé en tranches

Le marché n'est pas alloti, il ne concerne que des prestations de voirie et réseaux sur le secteur de la commune

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

3.1 Pièces particulières

Les pièces constitutives du MAPA sont par ordre de priorité :

- **Le présent document dont l'original est conservé par le maître d'ouvrage**
- **Le bordereau des prix voirie et réseaux.**

Sauf en cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

3.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux. (2021)

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 Maître d'œuvre

Certaines opérations seront suivies par un Maître d'œuvre, d'autres directement par le Maître d'Ouvrage.

4.2 Spécifications techniques

Les spécifications techniques concernant les travaux sont précisées dans le bordereau des prix.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1 Montant du marché

Les minimums et maximums annuels fermes puis par éventuelles reconductions de l'accord cadre, sont fixés ainsi :

Désignation	Minimum annuel	Maximum annuel
Travaux de voirie et réseaux divers	5 000 € HT	300 000 € HT

Les travaux sont rémunérés par application aux quantités réellement exécutées, les prix correspondants du bordereau des prix

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5% du montant total annuel du marché, ni la somme de 25 000 € HT. En particulier en cas d'incapacité du titulaire à répondre en délais ou fournitures (urgence ou rupture de stock).

5.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pour les acomptes et décomptes générés par les bons de commande émis pendant la première année correspondant à la durée initiale de validité du marché.

S'il y a reconduction du marché, les prix seront actualisés à chaque date anniversaire selon les modalités suivantes :

- L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise des offres (mois zéro – m_0)
- L'index de référence I , choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix faisant l'objet du marché est

I : TP08 travaux d'aménagement et entretien de voirie

- Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

Le mois "n" est le mois de chaque reconduction (date de notification du marché)

I_{n-3} est la valeur de l'index du mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

I_{0-3} est la valeur de l'index du mois d'établissement des prix (correspondant au mois de la remise des offres) moins 3 mois

Les index sont publiés :

- au bulletin officiel du service des prix et au moniteur des travaux publics pour l'index T.P.
- au bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au moniteur des travaux publics pour l'index BT.

5.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices. Ils sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent :

- de phénomènes naturels ;
- de l'exécution sur domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause.

Les prix doivent aussi tenir compte :

- des dépenses liées aux mesures relatives à la sécurité des travailleurs.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).
- des protocoles demandés dans le guide de l'OPPBTP concernant les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. L'entreprise devra réaliser les ATU/DT/DICT et Autorisations de voirie (occupation, stationnement, circulation).

ARTICLE 6 – DUREE ET DELAI :

6.1 Durée de validité du marché

La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché et pendant toute cette durée.

Le marché est renouvelable. Les reconductions seront tacites.

La durée totale ne pourra excéder 4 ans.

Si le montant maximum annuel est atteint avant la fin des 12 mois de la période considérée, le pouvoir adjudicateur du marché peut reconduire le marché de manière anticipée.

La nouvelle période de reconduction est de 12 mois.

Dans ce cas la durée maximale de 48 mois sera amputée de la durée restante dans la période en cours.

Si le montant minimum est atteint, la mairie peut exprimer sa volonté de ne pas reconduire le marché dans une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au titulaire (un mois au moins avant la date d'échéance annuelle du marché).

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur du marché, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la période annuelle, de sa volonté de se désengager du contrat. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Il n'est prévu aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

6.2 Délai d'exécution des bons de commande

La date de démarrage et le délai d'exécution afférents à chaque commande seront précisés dans le bon de commande.

En dérogation au CCAG, une pénalité pour retard de réalisation des travaux sera appliquée, en cas de dépassement du délai, ou en cas de non-respect de la date de démarrage au taux de **1/500ème** du montant total H.T. du bon de commande par jour de retard, sans toutefois pouvoir dépasser 20 % du bon de commande. Un minimum de 100 € par jour de retard sera appliqué.

Une pénalité d'un montant de 150€ sera appliquée pour toute absence lors des réunions de chantier ou pour tout retard supérieur à 15 minutes qui sera considéré comme une absence.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

7.1 Avance

Le titulaire :

- ☐ refuse de percevoir l'avance
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à **5%** du montant minimum annuel du marché.
Ce montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance au titulaire est de 30 jours à compter de la date de commencement d'exécution de la première commande notée dans le premier bon de commande.

L'acheteur pourra accorder une avance au titulaire du marché lorsque le montant d'une commande sera supérieur à 50.000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un état d'acompte atteint 65 % du montant minimum du marché (ou de la commande) et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde des bons de commandes.

7.2 Acomptes et solde

En fonction du type d'opération, il sera précisé dans les bons de commande si les paiements :

- feront l'objet d'acomptes et d'un solde.
- feront l'objet uniquement d'un solde.

Les factures avec en tête de l'entreprise et comportant obligatoirement les références du bon de commande et du marché à procédure adaptée ainsi que les références bancaires du compte à créditer, seront déposées sur la plateforme **CHORUS PRO** :

Mairie de Revel – Service Comptable – N° de SIRET **213 803 349 00017**

Pour les acomptes

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par le serveur CHORUS PRO.

Pour le solde

Le titulaire établit un projet de solde du bon de commande qui sera vérifié par le maître d'œuvre de l'opération :

- s'il est accepté, le maître d'œuvre le propose en paiement.
- s'il est rectifié, la mairie le notifie au titulaire pour acceptation.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Le point de départ de ce délai est la date de réception du projet de solde ou la date de réception de l'acceptation par la mairie si le projet de solde a été rectifié.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du prestataire. Le taux de ces intérêts est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle ceux-ci ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit du compte dont les coordonnées seront fournies par le titulaire.

7.3 Pénalités

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5. Le montant des pénalités est, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

ARTICLE 8 – GARANTIE

8.1 Délai de garantie

Le délai de garantie des travaux de chaque bon de commande est d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des réserves (travaux et prestations énoncés dans la réception), le délai de garantie sera prolongé jusqu'à la levée des réserves.

8.2 Retenue de garantie

Les retenues de garantie sont gérées par bon de commande.

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le mandataire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie correspondant au montant du bon de commande.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

En cas de recours à la sous-traitance, les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique sont applicables.

Une annexe au présent document ou un acte spécial permet d'indiquer les prestations que le candidat envisage de faire exécuter par un (ou des) sous-traitant(s) payé(s) directement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe ou acte spécial constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

9.1 Désignation de sous-traitants

Pour obtenir l'agrément d'un sous-traitant le titulaire produit au pouvoir adjudicateur une déclaration contenant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

9.2 Modalités de paiement direct du sous-traitant

Pour les sous-traitants, le titulaire du marché joint en double exemplaires au projet de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance. Le montant de la TVA correspondant sera versé au titulaire du marché.

Pour les sous-traitants d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait également l'objet d'une attestation jointe, en double exemplaires, au projet de paiement. Ladite attestation doit être signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et doit indiquer la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance. Le montant de la TVA correspondant sera versé au titulaire du marché.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le titulaire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

L'entrepreneur est tenu de fournir, dès réception de l'acceptation du contrat, une attestation d'assurance prouvant que son entreprise est couverte en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 11 – INTEMPERIES

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Sont considérées comme des intempéries, les conditions atmosphériques qui rendent **dangereux** ou **impossible** l'accomplissement du travail eu égard soit à la **santé** ou à la **sécurité** des salariés, soit à la nature ou la technique du travail à accomplir. Le seuil à compter duquel l'événement constituera des intempéries susceptibles de suspendre l'exécution du marché correspondra à des précipitations dépassant 3 mm/h.

Il incombe au titulaire du marché d'apporter la **preuve** que l'arrêt de l'exécution des prestations est le résultat de la survenance d'intempéries. Les relevés de la station météo la plus proche feront foi.

ARTICLE 12 – LITIGES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, avant toute action en justice.

En vue d'une solution amiable et équitable, le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges de Lyon pourra être saisi.

ARTICLE 13 – DECISION DE POURSUIVRE

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

A l'expiration de ce délai, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques.

Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un marché avec un autre entrepreneur. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

Les excédents de dépenses, qui résultent du nouveau marché passé après la décision de poursuivre, sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Dans le cas d'une diminution des dépenses, le titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

ARTICLE 14 – RECEPTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur avise le maître d'œuvre ou d'ouvrage de la fin des travaux. Ce dernier invite l'entrepreneur à une réunion de réception conjointe. Cette réunion de réception permet de reconnaître les ouvrages exécutés, constater éventuellement l'inexécution de certaines prestations, et en particulier le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. Les documents de réception sont rédigés par les services techniques de la mairie.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHÉ

Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet de ce marché, avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du contrat qui en fixe la date d'effet.

Sauf dans les cas de résiliation prévus ci-dessous, l'entrepreneur a droit à être indemnisé, s'il y a lieu, du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de trente jours à compter de la date d'effet de la décision de résiliation.

Cas de résiliation sans indemnité :

- Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit. A l'expiration de ce délai, la résiliation du marché peut être prononcée dès lors que l'entrepreneur ne s'est pas acquitté de ses obligations.
- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique produits lors de la consultation, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts de l'entrepreneur sans mise en demeure préalable
- En cas de décès ou d'incapacité civile de l'entrepreneur, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la personne responsable du marché accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour l'entrepreneur ou ses ayants droit, à aucune indemnité.
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG.

Fait en un seul original

à _____, le _____

Mention(s) manuscrite(s) « LU ET APPROUVE » signature(s) du/des entrepreneur(s)

Est acceptée la présente offre

à REVEL, le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur,